

Violences politiques et déplacements de population en ex-Yougoslavie

Emmanuelle CHAVENEAU-LE BRUN

Post-doctorante, Institut des Sciences du Politique, Université Paris X-Nanterre

La Yougoslavie était un Etat fédéral, né au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale. Elle réunissait en son sein 6 Républiques aujourd'hui toutes indépendantes : la Slovénie, la Croatie, la Serbie, la Bosnie-Herzégovine, la Macédoine et le Monténégro. Ces entités ont toutes conservé leurs limites territoriales, le Kosovo demeurant (pour l'heure...) au sein de la Serbie. La Fédération yougoslave fut dissoute en 1991, et s'est **désintégrée dans la violence**. Les populations civiles en furent les premières victimes. Les souverainetés se sont déclarées et affirmées en utilisant les populations.

L'éclatement de la Yougoslavie, qui comptait 20 millions d'habitants, occasionna la **plus grave crise de réfugiés** que connut l'Europe depuis la Seconde Guerre Mondiale. Les réfugiés se comptaient en millions d'habitants. Les mouvements de populations ont eu lieu à de multiples échelles. On voyait ainsi des cohortes de réfugiés, qui allaient de ville en ville. En effet, les déplacements ne s'effectuaient pas en une seule fois, mais plutôt en « *sauts de puce* ». Ces parcours s'accompagnaient pour les réfugiés d'une diminution du nombre de bagages et d'une perte progressive de repères socio-spatiaux. De plus, **ces mouvements furent des mouvements contraints, par des violences** physiques, mais aussi politiques (propagande...) et psychologiques. Les populations ont franchi soit les frontières de l'ex-Yougoslavie, soit les frontières entre Républiques fédérales, ou encore se sont déplacées au sein même de ces Républiques (« *exil interne* »).

1. Les mouvements de populations yougoslaves hors de Yougoslavie

Avec la guerre, les réfugiés partis hors de Yougoslavie ont suivi les **filières économiques, qui sont devenues des filières d'émigration politique**. Avant la guerre, les Yougoslaves pouvaient circuler en Europe sans visa. Ils partaient travailler pendant une certaine période à l'étranger. Par exemple 6 mois en Allemagne, qui fut le plus grand pays d'accueil des réfugiés, assez loin devant la France (11 000 Bosniens en France en 1997, contre 250 000 en Allemagne).

L'Europe constituait parfois une première étape avant de partir vers les Etats-Unis, le Canada, l'Australie, ou encore la Nouvelle-Zélande. L'Europe a limité la mobilité des réfugiés. Un nouveau mode de gestion des réfugiés, le « *statut de protection temporaire* », a été inventé. Cela marquait le souhait de **voir les retours au pays d'origine s'effectuer le plus rapidement possible**, sans renier le droit d'asile. Ce système montrait une fragilité à court terme. On ne refoulait pas les réfugiés mais on ne les intégrait pas. Quant à l'action de l'O.N.U. en ex-Yougoslavie, qui consista en la mise en place de « *zones de sécurité* », elle fut globalement un grand échec. En effet, les villes placées sous la protection internationale (des enclaves conquises militairement) furent, finalement, souvent livrées aux milices.

L'Allemagne a renvoyé les réfugiés dès 1997, deux ans après les accords de Dayton. L'ex-Yougoslavie était alors en ruine, soumis à de fortes tensions, les nationalismes étant exacerbés. Le gouvernement allemand donnait un pécule aux réfugiés pour, en théorie, permettre de lancer une activité économique une fois rentrés. Dans les faits, ce pécule suffisait tout juste à reconstruire un logement, l'économie restant délabrée. L'Allemagne a ainsi déclaré des retours « volontaires ». En réalité, les réfugiés étaient « renvoyés », même s'ils ne prenaient pas le pécule. Au sujet du Kosovo, des accords de réadmission furent signés entre la Serbie et l'Allemagne. Toutefois, **la plupart des migrations ont eu lieu à l'intérieur de l'ancienne Yougoslavie**.

3^e Journée d'études *Géo'rizon*. Les Balkans. Jeudi 20 décembre 2007

2. L'évolution du conflit au sein de différentes Républiques et provinces de l'ex-Yougoslavie

Les situations sont différentes d'une République à l'autre au regard des conflits et déplacements de personnes.

Slovénie : sa population est homogène sur le plan des nationalités. Il n'y a pas eu de gros conflit, ni de destructions économiques. C'était déjà la République la plus riche, ce qui, justement, fut l'une des principales causes de sa sécession. L'indépendance fut réglée rapidement : la guerre y dura 10 jours. On n'a pas enregistré de pertes démographiques.

Croatie : Une personne sur sept a dû fuir sa maison en 1991. La Croatie comptait des zones où les Serbes étaient majoritaires. Les Serbes ne voulaient pas quitter la Yougoslavie, de peur de devenir des citoyens de seconde zone dans la Croatie indépendante. Ils ont alors pris les armes et « fortifié » leurs villages. Les zones où les Serbes étaient majoritaires ont formé la République de Krajina, qui, ravitaillée par la Serbie, fonctionna de manière autonome par rapport à la Croatie durant 2-3 ans. Les Serbes de Croatie avaient ainsi leur propre administration, frappaient leur propre monnaie, diffusaient leur propre télévision... Les Croates de cette zone ont fui, suite à de multiples violences et intimidations, et se sont majoritairement réfugiés sur la côte. Cependant, en 1994, les Croates ont balayé les zones où les Serbes étaient majoritaires, les Serbes de Serbie ayant, entre autres, cessé de les soutenir. La République de Krajina s'est alors effondrée.

Bosnie-Herzégovine : On y comptait trois nationalités : Croates, Serbes et Musulmans. Nationalité et citoyenneté sont deux choses distinctes en Europe Centrale. On ne retrouve pas cette distinction en France où domine le droit du sol.

En Bosnie, les Musulmans sont des populations slaves converties à l'Islam à partir du XV^e siècle, au sein de l'Empire Ottoman. Ces populations islamisées sont devenues les Bosniaques. Il ne faut pas les confondre avec les Bosniens, habitants de la Bosnie, mais pas nécessairement musulmans.

Les trois nationalités n'étaient pas d'accord sur ce qu'il allait advenir de la Bosnie-Herzégovine. En 1991, les Bosniaques veulent quitter la fédération. Les Croates sont d'accord, mais pas les Serbes. Un conflit éclata d'abord entre les Bosniaques et les Croates d'un côté, et les Serbes de l'autre. Il finit par y avoir des désaccords entre les Croates et les Bosniaques, qui en vinrent à l'affrontement. Le conflit en Bosnie-Herzégovine compta, dès lors, trois fronts. Cependant, à l'échelle locale, et de manière temporaire, se constituèrent des systèmes d'alliances entre deux communautés contre la troisième.

Les populations ont fui vers les régions les plus sûres pour leur communauté. Une personne sur deux a dû fuir, sur une population totale de 4,5 millions de personnes en 1991.

Kosovo : En 1996, les Albanais fuient le Kosovo. En 1999, l'OTAN bombarde la région. En à peine plus d'une semaine, 850 000 Albanais fuient à pied à travers la montagne. Deux mois après, 750 000 personnes étaient revenues, seules, sans aide. Ce phénomène, rare, d'évacuation temporaire, fut très mal géré par la communauté internationale.

Macédoine : Il y eut des départs de population, mais celles-ci étaient revenues à 95% l'année suivante.

3. Le déplacement des populations et l'homogénéisation ethnique en ex-Yougoslavie

Ce phénomène de déplacement de personnes au sein d'un Etat est récent et lié à des guerres civiles. Il n'existe pas d'aide internationale officielle en ce qui concerne ces personnes déplacées. **Ces dernières doivent être gérées par les pays concernés. Cependant, ce sont aussi ces mêmes pays qui créent les déplacés.** En Yougoslavie, les « transferts » de population trouvent une partie de leurs origines dans les premières élections pluripartites qui eurent lieu en 1990. Les partis qui remportèrent les élections étaient des partis nationalistes, qui appliquèrent leurs programmes au sein des différentes républiques yougoslaves. Le problème qui se posait dès lors était le mélange complexe des différentes nationalités au sein de la Yougoslavie. Par exemple, les Serbes étaient éparpillés en Croatie et plus encore en Bosnie... La solution

3^e Journée d'études *Géo'rizon*. Les Balkans. Jeudi 20 décembre 2007

retenue fut de séparer les populations et de les regrouper dans différentes régions. **On a ainsi créé les déplacements de population et le nettoyage ethnique.**

Les guerres de sécession ont donc été doublées d'une guerre « d'homogénéisation » ethnique. Qu'advenait-il alors des minorités (par exemple Tchèques, Hongroises, ou encore Slovaques) ? En fait, ces peuples n'étaient pas obligés de partir, mais on ne leur faisait pas confiance. Ils étaient parfois utilisés pour des tâches plus ou moins rudes et périlleuses. C'est ainsi que, par exemple, des Tchèques étaient envoyés couper du bois dans des forêts minées... Devant l'homogénéisation ethnique qui était lancée, un autre problème se posait : celui des enfants issus de couples de nationalités « mixtes ». Contraints dans ce contexte à se déclarer de l'une ou l'autre nationalité, certains ont réussi à faire un choix, les autres sont partis.

Les déplacements de population ont eu lieu dans les deux sens. En effet, des populations étaient poussées à la fuite, mais les différentes communautés lançaient également des appels aux populations de la « bonne » ethnité. Ces dernières étaient même parfois contraintes de se déplacer sous les menaces et intimidations de leur propre milice. De plus, les populations « appelées » à se déplacer étaient parfois utilisées par les gouvernements des différentes Républiques de l'Ex-Yougoslavie. Un exemple : les Serbes de Serbie quittaient le Kosovo, pour des raisons économiques. Le gouvernement serbe a alors « relocalisé » au Kosovo les Serbes issus d'autres Républiques, comme la Croatie. Le but de cette manoeuvre était de maintenir une certaine proportion de Serbes dans la structure de la population de cette région. Un autre exemple singulier en ex-Yougoslavie fut l'obligation faite à la population de rester sur les lieux. Ce cas de figure se présenta lors du siège de Sarajevo. Les habitants devaient tenir le territoire, sans eau ni vivres. Durant un tel épisode, le sort de la communauté prime sur celui de l'individu. L'individu n'est par ailleurs pas considéré pour lui-même, mais pour ce qu'il représente en tant que membre de la communauté.

Quel bilan de ces déplacements ?

La conséquence principale de ces mouvements de population à l'échelle intra-étatique fut une **simplification de la carte ethnique de la Yougoslavie**, notamment en Bosnie où on refit le « puzzle ». Seulement, pour recomposer le « puzzle », il était évidemment impossible de bouger les territoires : on a donc bougé les populations. C'est la Bosnie qui posa le plus de problèmes. En effet, contrairement aux Macédoniens, Croates ou Slovènes, les Bosniaques n'avaient pas de territoires vers lequel se tourner. Suite aux déplacements de populations, la part de Bosniaques à Sarajevo passa de 50 à 80 %. Au nord de la Serbie, la Voïvodine était réputée pour sa multiethnicité. Après le conflit, la proportion de Serbes est passée à 65%, alors qu'ils représentaient 57% de la population de cette région auparavant. On dénombra donc de nombreux échanges de fermes, de maisons, entre familles de communautés différentes. Ces échanges étaient contraints, mais prévus, planifiés. Il y eut également de nombreuses conversions d'églises.

Conclusion : la situation actuelle en ex-Yougoslavie

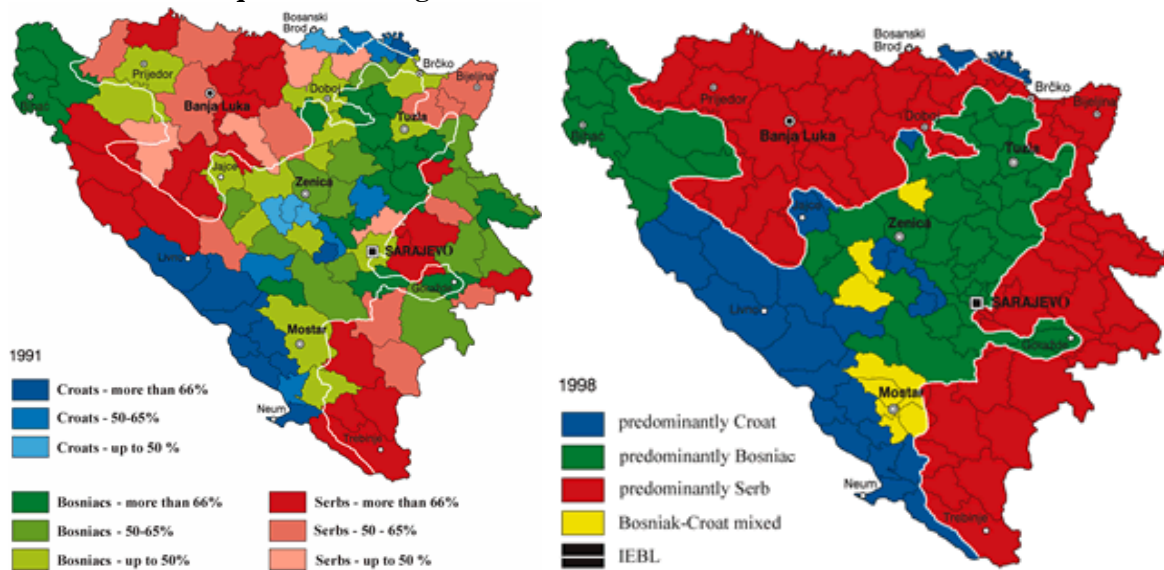
Lors des accords de Dayton du 21 Novembre 1995, fut déclaré le « **droit de retour** » pour toutes les populations déplacées en ex-Yougoslavie. Cependant, ce droit s'est heurté à de nombreux obstacles. Douze ans après la fin de la guerre, peu de Serbes sont revenus en Croatie. Pourquoi ? Un des problèmes fut la reconstruction des maisons. La communauté internationale a donné de l'argent dans un premier temps, mais s'est vite tournée vers des conflits plus médiatisés (Irak, Liban...). De plus, la séparation fut considérée comme acquise par les nouveaux Etats indépendants. Ces derniers n'ont donc pas favorisé le retour des populations. La Croatie a notamment voté des lois empêchant clairement le retour des Serbes. Les tensions et les conflits sont restés visibles à l'échelle locale. Les cas de maisons taguées, plastiquées la veille des retours de populations minoritaires, étaient fréquents. Les membres des différentes communautés ne se mélangent pas. Elles logent à des étages différents et sont séparées dans les écoles. **De manière générale, les retours ne se font pas : on ne revient pas pour devenir une minorité.**

En Bosnie-Herzégovine, des lignes inter-entités séparent désormais les différentes nationalités, regroupées en différents territoires homogènes. Cette ségrégation se retrouve de l'échelle régionale à l'échelle locale. Il existe le cas d'une ville de 3000 habitants où tout a été dédoublé. On y compte deux auto-écoles pour chaque communauté (serbe ou bosniaque), deux radios, deux chaînes de télévision... Les quartiers ne se mélangent pas.

Cette ségrégation persistante s'explique en partie par le fait qu'on est en présence de deux mémoires de guerre distinctes. Cela introduit **la problématique des temporalités**. En effet, le temps joue de manière

3^e Journée d'études *Géo'rizon*. Les Balkans. Jeudi 20 décembre 2007

différenciée selon les domaines. Ainsi, les temporalités politiques sont plus longues que les temporalités individuelles. Aujourd'hui, les partis nationalistes ont atténué leurs idéologies et ont vu l'intérêt de négocier avec l'Union Européenne. Cependant, bientôt 17 ans après le début des déplacements de populations, de nouveaux liens se sont créés, les populations se sont ancrées sur un nouveau territoire. Il est la plupart du temps trop tard pour penser à un retour, alors que la politique le permettrait depuis ces toutes dernières années. Les populations concernées par les déplacements ne choisissent pas non plus d'être répertoriées comme « réfugiées ». En effet, les populations se sont progressivement ancrées dans un nouvel espace, et les débouchés économiques commandent aujourd'hui davantage le choix du lieu de résidence. Les retours aux lieux d'origine sont alors surtout le fait de personnes âgées qui y reviennent finir leur vie. D'un autre côté, 300 000 personnes sont aujourd'hui encore en attente d'une « solution durable ». Ces personnes logent par exemple dans des lieux collectifs aménagés, comme les gymnases. Cependant, **l'homogénéisation est globalement un fait acquis en ex-Yougoslavie.**



Aujourd'hui, à l'échelle mondiale, on observe une augmentation du nombre de personnes déplacées (25 millions) contre une diminution du nombre de réfugiés (9 millions). On accepte de moins en moins le franchissement des frontières. **Les Etats sont à l'origine de ces déplacements et pourtant, ils sont vus comme la solution à ces derniers.**

Questions de l'assistance :

A t-il existé une unité yougoslave et si oui sur quoi était-elle basée ?

Il y eut deux Yougoslavie. Une après la Première Guerre Mondiale, et une autre, titiste, après la Seconde Guerre Mondiale. Son slogan était « l'unité dans la diversité ». Tito était unanimement aimé dans toute la Yougoslavie. Il n'a en revanche jamais essayé de faire une nation yougoslave. Il a au contraire plutôt cherché à monter les nationalités les unes contre les autres pour les gérer. Dans le même temps, les symboles et les affirmations nationales étaient interdites. L'unité était donc artificielle. En fait, cette unité fonctionnait surtout tant que la Yougoslavie se portait bien économiquement.

Pourquoi a-t-on cherché à revenir à la mixité ethnique si l'homogénéisation était acquise?

On a cherché à revenir à la mixité, car sinon la Bosnie n'aurait plus eu de raison d'exister. La mixité était une condition obligatoire pour son maintien. Il n'y a pas la même pression en Croatie. Au niveau international, on ne veut pas légitimer l'autodétermination ethnique, d'où la règle de la mixité. Les instances internationales veulent surtout éviter de redessiner la carte à l'échelle du monde entier, en fonction des revendications des différentes minorités.

Compte-rendu par Nicolas Hue, Master 1 Géographie.

Le Monténégro entre union et indépendance. Essai sur une géographie du nationalisme

Amaël CATTARUZZA

*Coordinateur Scientifique, Rectorat Université de Belgrade/Ministère des Affaires Etrangères,
Docteur de l'Université Paris IV-Sorbonne*

Présentation du Monténégro

La conférence débute par un rappel du référendum de 2006, auquel les Monténégrins ont répondu qu'ils souhaitaient un Monténégro indépendant à 55,5%. Les travaux d'A. Cattaruzza se situent en amont de cet événement, et traitent du passage d'un Etat uni avec la Serbie à un Etat indépendant. Il y avait déjà eu un référendum en 1992 pour une nouvelle union Yougoslave. On est en face d'un total retournement de situation, et le Monténégro est le dernier exemple du **phénomène de balkanisation**.

Mais qu'est-ce que le Monténégro ? Il s'agit d'un **micro-Etat (13 812 km²) montagneux (80% de son territoire) niché au cœur des Balkans**. Le pays compte 672 000 habitants, et deux capitales. La première est Podgorica, la plus importante, à la fois capitale administrative et politique. La seconde est Cetinje, une ville moins importante par sa population, mais qui bénéficie d'une importante valeur symbolique. Il s'agit en effet de la capitale de l'ancien royaume du Monténégro, qui a duré jusqu'à la première Guerre Mondiale. Par ailleurs, la réappropriation de Cetinje permet aux partisans de l'indépendance de recréer un lien avec l'ancien Etat Monténégrin.

Il s'agit également d'un **Etat pluriethnique** qui n'a pas connu de guerre sur son territoire, et qui n'a pas non plus connu les déplacements de populations (sortantes), à l'instar de ses voisins (Serbie, Bosnie). Selon le dernier recensement, en 2003, la population monténégrine était composée de Slaves orthodoxes à 70%, de Slaves de tradition islamique à 14% (Bosniaques), d'Albanais à 7%, de Croates (Slaves de tradition catholique, qui représentent 1,1% de la population), de Roms à 0,5% (leur chiffre serait cependant sous-estimé, du fait qu'il est moins aisé de les recenser). Les « autres » représentent environ 3% de la population, ce qui comprend en partie des personnes se déclarant Yougoslaves, se réclamant ainsi d'une nationalité sans Etat. Cela peut être interprété comme la nostalgie d'une certaine Yougoslavie, pensée comme un âge d'or de l'union communautaire entre les peuples des Balkans. Il s'agit également d'une catégorie commode pour les jeunes issus de mariages mixtes ; bien que ceux-ci sont assez peu nombreux, ils posent de réels problèmes identitaires, notamment au Monténégro. La multiethnicité est une réalité sur la totalité du territoire, avec cependant quelques nuances. A l'Est et au Nord-Est du pays, on a ainsi une plus forte proportion de communautés se déclarant musulmanes. Au Sud du pays se concentre une importante communauté albanaise.

Introduction à l'étude du nationalisme monténégrin

Après la présentation de son terrain d'étude, A. Cattaruzza nous expose la méthode qu'il a employée pour la réalisation de sa recherche. Il commence par exposer ses hypothèses de départ.

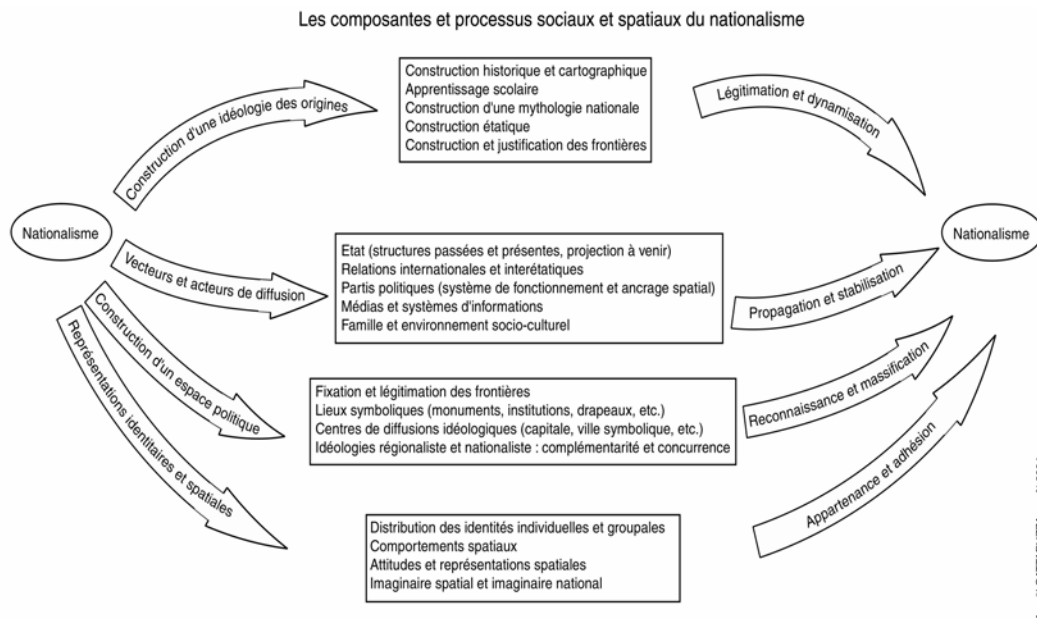
Il part de la petite échelle, celle des Balkans, en signalant l'existence à l'intérieur de ceux-ci de **processus de reterritorialisation**. Ce qui se vérifie notamment par l'édification et l'appropriation de **nouveaux géosymboles**, tels que les monuments aux morts, les mosquées, les églises orthodoxes pour les Serbes, etc.

Il s'appuie également sur l'hypothèse d'une **évolution des comportements spatiaux des populations balkaniques**, celles-ci se déplaçant de plus en plus préférentiellement dans leur zone communautaire. Et ce parfois même au déni des distances. Ainsi, **les territoires sociaux ne correspondent plus aux territoires politiques**, qui ne sont pas validés par le comportement des populations.

3^e Journée d'études *Géo'rizon*. Les Balkans. Jeudi 20 décembre 2007

Il part également de l'hypothèse d'un **changement dans les représentations territoriales des populations**. On peut voir cela à travers l'exemple des jeunes des Balkans qui ont aujourd'hui complètement assimilé les frontières communautaires de l'ex-Yougoslavie.

Voici donc les **trois principales hypothèses vérifiables à l'échelle des Balkans**. Pour les rappeler brièvement, il s'agit de l'existence de processus de reterritorialisation, de l'évolution des comportements spatiaux et de l'évolution des représentations territoriales. Il en arrive ensuite à poser ces hypothèses sur le Monténégro, à travers le prisme du rapport identité/territoire.



Quelle est donc la situation au Monténégro ?

Il s'avère qu'en changeant d'échelle, il constate de grandes particularités à l'intérieur même de ce pays. La principale, c'est l'existence de **fortes divisions intracommunautaires**, et l'existence d'une **opposition Nord/Sud**, avec des populations au Nord étant plus favorables à une union avec la Serbie, et avec un Sud plus indépendantiste. Le véritable problème que soulève cette opposition, c'est celui de l'existence d'une **identité nationale monténégrine (autour de la langue, de l'histoire et de la religion)**. Or il se trouve que Monténégrins et Serbes partagent la même langue, la même histoire et la même religion. Et tout le « travail » des indépendantistes est d'axer leur discours sur une spécificité monténégrine, pour mieux se démarquer de la Serbie. Ce qui se traduit au Monténégro par un dédoublement de toutes les institutions nationales (Etat, Eglise, académie...). Dès lors, avec autant de divisions, il est impossible d'étudier le binôme identité/territoire sans prendre en compte l'influence du nationalisme, et de la dimension idéologique que revêt le territoire.

A. Cattaruzza met alors en place sa méthodologie, axant son raisonnement sur les composantes du nationalisme, qui lui permettront d'appréhender le rapport identité/territoire. Ces composantes sont au nombre de quatre :

1. Le discours nationaliste
2. Les vecteurs politiques et sociaux
3. L'espace politique qui matérialise le discours (avec dédoublement des institutions)
4. L'assimilation individuelle du discours (par le recours aux cartes mentales)

1. Le(s) discours nationaliste(s)

Il est nécessaire, comme l'expose A. Cattaruzza, pour comprendre l'influence du nationalisme dans le rapport identité/territoire au Monténégro, de prendre en compte les différents types de discours. Cette prise en compte s'effectue autour de la construction de deux binômes, qui sont les deux clés de lecture des

3^e Journée d'études *Géo'rizon*. Les Balkans. Jeudi 20 décembre 2007

discours. Le premier binôme appose un pôle serbe, dont le discours vise à unir les Serbes autour d'une sorte de « *Serbitude* » (en rapport à une identité serbe), et un pôle monténégrin, qui repose sur une distinction historique entre deux « *tribus serbes* » bien distinctes, une au Nord et une au Sud, cette dernière correspondant aux Monténégrins. Le deuxième binôme oppose dans le discours un pôle civique, par lequel la nationalité détermine l'identité de l'individu (ce qui est peut être rapproché du « droit du sol »), et un pôle ethnique, par lequel l'origine ethnique détermine l'identité nationale. Il fait état dans son étude d'un certain entrecroisement de ces différents pôles, les nationalismes reprenant un peu tous les discours. Il y a donc division non seulement au sein d'une même communauté (Slaves orthodoxes), mais également au sein des indépendantistes et des partisans de l'union des Serbes.

Quelles sont les particularités des deux principaux discours ?

Pour le discours des indépendantistes, le Monténégro est clairement la scène sur laquelle se joue le destin des Monténégrins. Il est alors logique que ces derniers disposent d'un Etat indépendant. Dans ce discours, le Monténégro est un peu repris à l'image du village d'Astérix, celui « *qui a toujours résisté à l'envahisseur* », en rapport avec le territoire qui résista pendant 400 ans à l'empire Ottoman, et ceci séparément de la Serbie plus au Nord. Il y avait selon ce discours, deux foyers de résistance aux Ottomans bien distincts, et celui situé au Sud correspondrait au territoire actuel du Monténégro, légitimant les revendications nationales Monténégrines.

Pour ce qui est du discours des partisans de l'union serbe, pour la même histoire, on a une interprétation différente. Le pôle Monténégrin était certes un isolat de résistance, mais inséré dans une résistance à plus petite échelle, dans une sorte d'union pan-serbe. Et ces deux foyers se seraient logiquement rejoints en 1913 pour ne former qu'une seule et même entité politique.

A. Cattaruzza insiste sur la prégnance de la dimension territoriale des discours nationaux. Il en arrive à comparer deux cartes historiques de l'Europe en 1812. En fait il s'agit des deux mêmes cartes, mais éditée en deux lieux distincts. L'une fut éditée à Belgrade, et l'autre au Monténégro. L'on remarque, sur la carte serbe, que le Monténégro n'est pas représenté ni même mentionné, mais la Serbie est, elle, bien nommée. Sur la même carte mais publiée au Monténégro, ce dernier est représenté comme une entité géographique à part entière. La carte historique est un vecteur essentiel du discours nationaliste, puisqu'elle est la preuve de l'existence de la nation. Ainsi les discours nationalistes reprennent ils le territoire comme preuve physique de la nation.

2. Les vecteurs de diffusion du nationalisme

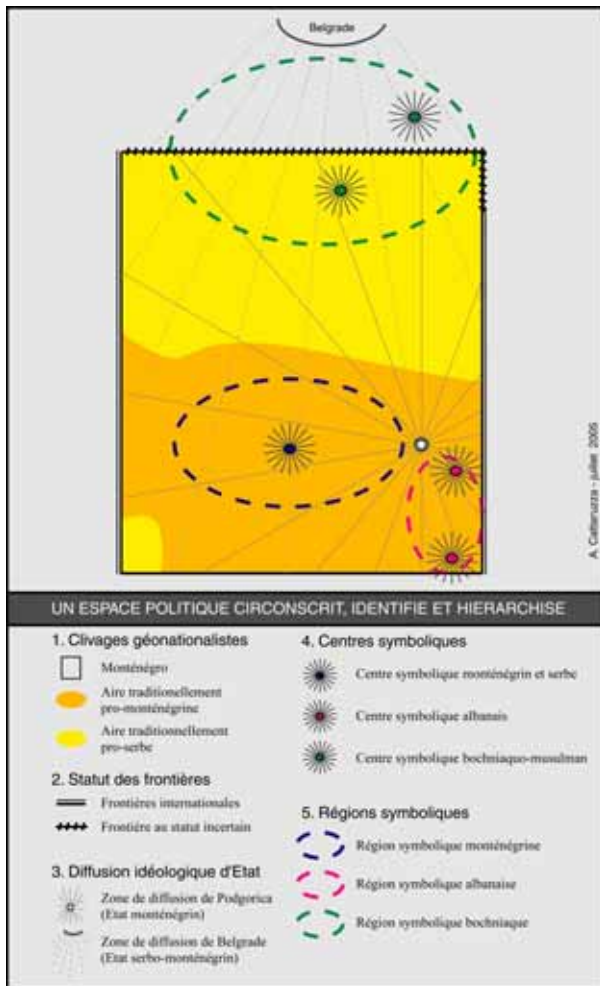
Les vecteurs politiques et sociaux, supports des discours nationalistes, sont intimement liés. On peut en distinguer plusieurs, notamment l'Etat, à travers les capitales Podgorica et Belgrade, les partis politiques, ainsi que les médias (journaux, télévision) et la famille (représentations territoriales), pour ce qui est des vecteurs sociaux.

A. Cattaruzza nous présente les résultats qu'il a obtenu après une enquête effectuée auprès de nombreuses familles monténégrines (451 questionnaires dans 8 villes), en se posant la question de savoir s'il existait un territoire des familles. Une des questions était : « *Où habite votre famille ?* ». Tout en sachant bien que la famille joue un rôle important dans les Balkans pour la détermination d'une identité, il a pu réaliser une cartographie de la répartition de ces familles, le but étant clairement de voir apparaître des tropismes dans leur répartition. Et plusieurs phénomènes apparaissent à la lecture des cartes ; notamment l'apparition de diasporas de prédilection, dont la localisation est directement influencée par des questions ethniques. Les familles des habitants du Sud du Monténégro se concentrent de manière privilégiée à l'intérieur du pays, alors que pour beaucoup des habitants du Nord du pays, une partie de leur famille réside en Serbie. Il fait également un parallèle avec la carte des électors du Monténégro, sur laquelle apparaît clairement cette division Nord/Sud, ce qui lui permet d'établir un lien entre les vecteurs sociaux et politiques dans la diffusion des discours nationalistes. Il existe d'ailleurs un lien direct entre la famille et le bord politique.

3^e Journée d'études *Géo'rizon*. Les Balkans. Jeudi 20 décembre 2007

3. La construction et la légitimation d'un espace politique pour les discours nationalistes

Le Monténégro est un **espace politique circonscrit, identifié et hiérarchisé**. Il existe au sein de cet espace de forts clivages entre les pro-Serbes et les partisans de l'indépendance. Ces clivages prennent forme dans l'espace par la différenciation de trois zones bien définies par la presse (la troisième zone étant celle des minorités ethniques), les partis et tous les autres vecteurs de diffusion du nationalisme qui sont chacune associée à une idéologie. Pour exemple, le Nord du Monténégro est l'endroit privilégié d'une identité serbe, ce qui se vérifie à la lecture de la presse locale. A l'inverse, le Sud du pays est plus le lieu de diffusion de l'idéologie indépendantiste et de l'identité monténégrine. Dès lors, comment se construit cette **différenciation spatiale**, comment se justifie les **espaces politiques de ces idéologies** ?



Les Monténégrins ont créé un deuxième monastère (sous la forme d'une maison, puisqu'il n'a vocation qu'à un usage transitoire), sur la base d'une « *orthodoxie monténégrine* » (soi-disant qu'il existerait des nuances dans les rites), en lien avec la division originelle entre les Serbes et les musulmans. Avoir son église -en l'occurrence un monastère- est un moyen pour les indépendantistes de justifier leur espace politique, de se crédibiliser. Ceci donne lieu, lors de grands rassemblements pour des rituels comme le 6 janvier, à des échauffourées entre les deux communautés. Les questions identitaires au Monténégro sont loin d'être réglées.

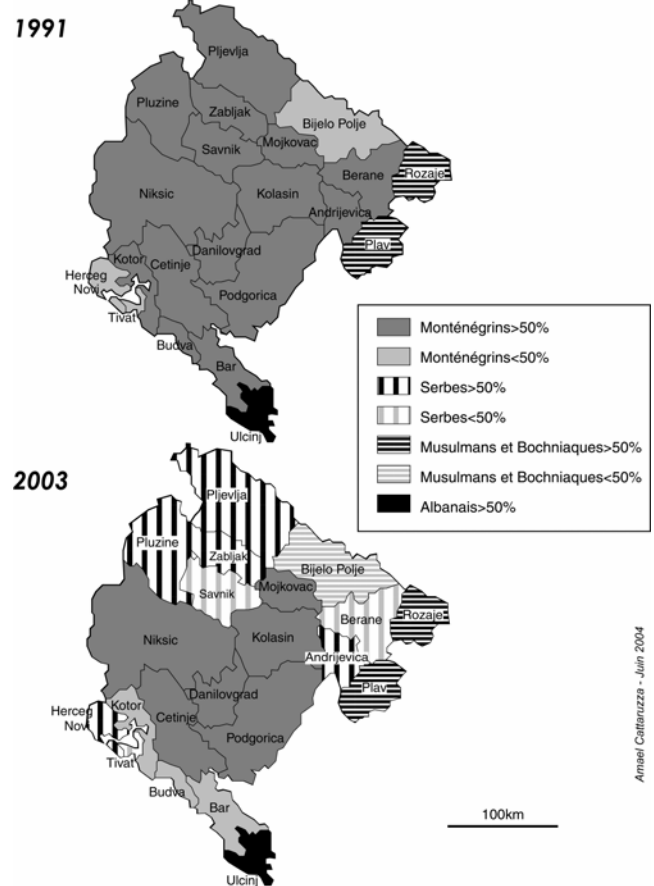
La concurrence entre les lieux symboliques est l'expression de la superposition d'espaces religieux. On est en face de processus de territorialisation concurrents. Ce qui se vérifie par l'édification de mosquées pour les Bosniaques, financées avec l'argent de la diaspora, ou d'églises catholiques (Albanais) ou orthodoxes (Monténégrins).

Les statues, les autres monuments, faisant notamment référence à l'ex-Yougoslavie ont une importance primordiale pour les Monténégrins, car le Monténégro est fortement lié à l'ex-Yougoslavie. Ces artefacts jouent un rôle notable dans la construction d'une identité monténégrine. Mais, encore une fois, ceux-ci sont repris différemment suivant les idéologies des différents discours nationalistes, aussi les statues en rapport avec l'ex-Yougoslavie sont elles reprises par les pro-Serbes comme autant de symboles marquant l'inscription du Monténégro dans un ensemble plus vaste. On retrouve cette division dans les mariages, les drapeaux étant de sortie à cette occasion. Ceux-ci sont l'expression de l'identité à laquelle se réfère le couple, suivant s'il affiche le drapeau du Monténégro ou celui de la Serbie unie.

3^e Journée d'études *Géo'rizon*. Les Balkans. Jeudi 20 décembre 2007

4. Représentations identitaires et territoriales

A. Cattaruzza décrypte, dans cette ultime partie, la manière dont chaque individu va assimiler les différents discours, et comment il va se comporter au sein du territoire qui est le sien. Entre 1991 et 2003, il note une très faible modification de la structuration ethnique du Monténégro. Cependant, il remarque en parallèle une « bizarrerie » dans l'évolution historique, une différence entre hier et aujourd'hui ; désormais, on ne se déclare plus « monténégrin » au Nord du Monténégro, car ceci revient à se déclarer clairement en faveur de l'indépendance. Ces personnes préfèrent se dire « serbes », alors qu'à l'époque de l'ex-Yougoslavie elles s'affichaient comme Monténégrines. **Le résultat est que l'on a plus d'éclatement au sein du Monténégro aujourd'hui qu'hier!** Cet état d'esprit s'incarne dans les comportements territoriaux, par exemple à travers les déplacements individuels qu'A. Cattaruzza a étudiés. Il en arrive une fois de plus à mettre en évidence cette opposition Nord/Sud dans ces comportements. Ainsi, pour la population de Cetinje, il remarque une forte concentration des déplacements au Sud du Monténégro. Alors que pour Podgorica, il ressort une très forte attraction de Belgrade, qui est « un vrai centre ». Dès lors, il y a ethnicisation des déplacements quotidiens, qui distinguent deux territoires distincts. Et les différents discours idéologiques trouvent leur justification dans ces comportements, qui sont eux-mêmes associés à différentes représentations territoriales. Le territoire pensé des pro-Serbes est par exemple beaucoup plus large que le territoire d'un pro-Monténégrin ou encore d'un individu vivant au sein d'une minorité ethnique.



Il en arrive ainsi à la **notion de géonationalisme**, c'est-à-dire à l'**ancrage territorial du nationalisme** (« *L'ancrage territorial du nationalisme concrétisé dans l'espace politique ou projeté dans les représentations territoriales* », A. Cattaruzza).

Cela permet la mise en évidence des clivages politiques locaux, des représentations individuelles, etc. ainsi que les prédispositions géonationalistes (déplacements individuels, médias...).

Compte rendu par Jean-Baptiste Lacroix, Master 1 Géographie

L'adhésion de la Bulgarie à l'Union Européenne : qu'apportent les Balkans à la construction européenne ?

Emmanuelle BOULINEAU

Maître de Conférences, Université de Lyon, Ecole Normale Supérieure LSH

Introduction

La question qui constitue le titre de la conférence a pour vocation de replacer les Balkans dans leur dimension européenne, avec un contre-pied à la question et à la logique traditionnelle. En effet, **la démarche habituelle est d'analyser ce que l'Europe (sous-entendu son noyau occidental) peut apporter à ses nouveaux membres**. Il convient d'ailleurs de distinguer le terme d'élargissement, très europécenrique (l'U.E. qui absorbe ses périphéries) à la notion d'adhésion, insistant davantage sur cette volonté d'intégrer l'U.E., de participer au projet européen. Il faut également nuancer l'idée de « *pays de l'Est en transition entre un passé communiste et un avenir européen* », puisque les trajectoires de ces Etats sont relativement différentes. Dans cette conférence, ce sont surtout les apports culturels (normes, valeurs...), politiques et fonctionnels qui seront pris en compte, rejoignant ainsi le terme d'**européanisation**.

1. Qu'est ce que les Balkans peuvent donc apporter à la construction européenne ?

Les pays balkaniques sont, dans leur ensemble, marqués par une **complexité certaine de leur peuplement et de leur population**. Ainsi, en Bulgarie, les minorités turques et roms représentent environ 15% de la population, même si ces chiffres sont à traiter avec prudence. En effet, la grande mobilité des Roms et leur marginalisation nous obligent à rester vigilants vis-à-vis de ces chiffres. Les seuls Roms représentent par exemple, officiellement, 4,7% de la population bulgare en 2002, contre 8% d'après les sources humanitaires ou européennes. Les pays balkaniques sont aussi caractérisés par des apports migratoires variés et une **situation historique de carrefour entre Occident et Orient**, ce qui se retranscrit bien sûr dans les peuplements (minorités...). Preuve de ces différentes influences, on retrouve ainsi des langues grecque et latine dans les archives bulgares, alors que l'alphabet actuel est le cyrillique.

Si l'entrée des Balkans dans l'Europe n'est pas nouvelle (la Grèce en 1981), la Bulgarie a officiellement adhéré à l'Union Européenne en 2007. Cette intégration a eu pour conséquence de **réveiller certaines questions récurrentes de la construction européenne** : où doit s'arrêter l'Union Européenne ? Comment envisager l'intégration de ces pays « orientaux » ? Elargissement ou approfondissement ? Les pays balkaniques se différencient également du reste de l'Europe par **un rapport particulier aux temporalités**, avec un fonctionnement de ruptures et une modernité inachevée. Ivan Krastev, politologue bulgare, écrit ainsi (*Le Monde*, 24/12/2006) : « *Nous pouvons apporter à l'Europe la conscience de sa fragilité. Dans nos pays, on sait par expérience que les choses ne sont pas là pour toujours. Nous avons vécu dans un système communiste qui donnait l'impression de l'éternité, et il s'est effondré du jour au lendemain.* »



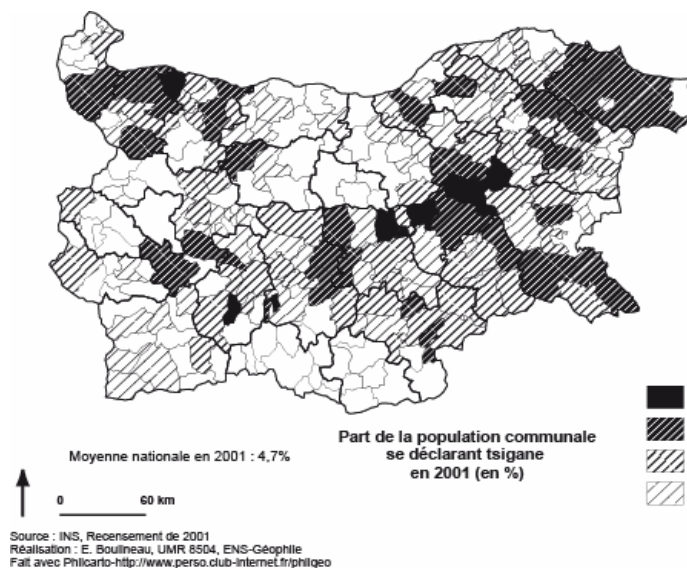
Le même bâtiment à l'époque socialiste, à l'automne 1998 et à l'automne 2003 © E. Boulineau.

3^e Journée d'études *Géo'rizon*. Les Balkans. Jeudi 20 décembre 2007

Si l'on compare différentes photos du Parlement, un des principaux monuments de Sofia, nous pouvons observer des évolutions nettes entre la période communiste (étoile rouge, présence policière, absence de voitures...) et l'ouverture actuelle (parterre de fleur, drapeaux européens, embouteillages, hôtel international *Sheraton Balkan*...)

2. Quels Européens en Europe ? Nouvelles mobilités et construction européenne

Les mobilités des populations sont un outil du projet européen, une sorte de construction européenne par le bas. En réalité, l'autorisation pour un Bulgare de rentrer en Europe sans visa date de 2001, même si son séjour nécessite de nombreuses attestations et reste limité à 3 mois maximum. Au 1^{er} janvier 2007, on estime à environ 1 million le nombre de Bulgares qui travaillent de manière légale ou illégale en Europe. La France autorise quant à elle un Bulgare à s'installer sur son territoire, à condition qu'il dispose d'un travail, généralement dans des secteurs en manque de main d'œuvre (BTP, restauration-hôtellerie, propreté...). Au détriment de sa propre démographie (la Bulgarie comptait 8 millions d'habitants en 1998, 7.5 millions en 2008, ce sont souvent les jeunes qui partent...), **la Bulgarie apporte donc de la main d'œuvre aux pays européens.**



Il convient aussi de prendre en compte la mobilité non définitive, notamment saisonnière. Ceci est par exemple le **cas des Roms** (nom autour duquel les Tsiganes se sont fédérés), dont la mobilité se doit d'être posée à l'échelon européen (ils sont 7 à 9 millions sur le continent). Ils étaient officiellement 316 396 en 1992 (soit 3.4% de la population) pour 370 908 en 2001 (4.7%). Entre ces périodes, leur nombre a augmenté de 18.3%, quand la population totale bulgare diminuait de 6%. Leur Indice Synthétique de Fécondité (1.5 enfant/femme) n'est cependant pas très au-dessus de la moyenne nationale (1.2). Ils sont particulièrement présents dans la « corne » du Nord-Ouest, espace démographiquement dans lequel les Tsiganes se

sont installés, représentant parfois jusqu'à 28% de la population communale, vivant d'une économie de cueillette (fruits et légumes) et de collecte (« fripes »). Pour ces populations, la mobilité est avant tout une ressource économique. En effet, les Roms ont été les premières victimes de la décollectivatisation et de la crise économique qui s'en est suivie, d'où notamment, des migrations importantes vers les villes (54% des Roms de Bulgarie vivent en ville). En outre, ces mobilités, qui s'inscrivent dans un cadre européen, sont en évolution très rapide.

Ainsi, si l'on fait une étude à l'échelle d'un village, il est fréquent de voir qu'un tiers de la population migre saisonnièrement en Grèce. Puis, deux ou trois ans plus tard, le tiers de ce même village travaillera saisonnièrement vers l'Italie. Les filières et les voies de migration sont donc très changeantes dans le temps et dans l'espace. On a ainsi affaire à de **nouvelles mobilités en Europe, basées sur le principe de l'aller-retour**. Ceci nécessite une nouvelle approche des mobilités et des programmes de coopération entre les pays européens, notamment entre pays de départ et pays d'arrivée.

3. Quelle politique régionale en Europe ?

La Bulgarie n'avait pas, après 1991, de maille administrative intermédiaire (NUTS -*Nomenclature des Unités Territoriales Statistiques*- 2) entre la commune et l'échelon national, ce qui était incohérent avec la volonté et la norme européenne. En effet, « *faire l'Europe des régions* » a été une conception importante de la construction européenne, et par ailleurs, l'Union Européenne distribuait une grande partie de ces financements directement à la maille régionale.

3^e Journée d'études *Géo'rizon*. Les Balkans. Jeudi 20 décembre 2007

Depuis 2005 et la « loi de développement régional », 28 régions (NUTS 3) sont regroupées en 6 régions de planification (NUTS 2). Mais celles-ci sont en réalité des « coquilles vides » n'ayant aucune compétence. La région a toujours été perçue en Bulgarie comme un risque d'émergence de tendances centrifuges (autonomies...), et, par conséquent, comme un danger pour la cohésion nationale. Ceci a obligé l'Union Européenne à revoir sa politique régionale, notamment pour faire face à la multiplication des interlocuteurs. Ainsi, pour la période 2007-2013, l'Union Européenne délivrera ses subventions à l'échelon national.



Le maillage des "régions de développement" (NUTS 2)
Cartes : Roth - UMR 8504 - Géophilie, 2004.

4. Quelle sécurité pour l'Europe et quels enjeux géopolitiques ?

L'influence des grandes puissances, qui nous ramène à la notion de carrefour, marque largement l'espace balkanique. Ainsi, **la Bulgarie devient un enjeu important, notamment pour assurer la sécurité énergétique de l'Europe**. En effet, l'acheminement des hydrocarbures à l'Europe se doit d'éviter les détroits, déjà largement saturés, et les zones instables du Caucase. La Bulgarie devient ainsi un Etat-clé de la « nouvelle route des hydrocarbures », soutenue par les Européens (projet Nabucco) qui souhaitent diversifier leurs fournisseurs afin d'éviter toute dépendance vis-à-vis de la Russie. 30 % du gaz russe est exporté vers l'Europe. La construction d'un gazoduc, via la Mer Noire, financé par cinq compagnies européennes, enclenchée en 2006, aboutira en 2012.



Le Projet Nabucco. Source : *Le Monde diplomatique*.

Conclusion :

Comme nous avons pu le voir avec ces trois dimensions (mobilité, politique régionale, enjeux géopolitiques), les Balkans stimulent donc largement la politique européenne et ses évolutions, ses adaptations, même s'il n'y a pas encore de politique énergétique européenne.

Le nettoyage ethnique dans les Balkans : une construction de l'Etat par la violence

Stéphane ROSIERE

*Professeur des universités, Université de Reims, Directeur de la Revue l'Espace Politique
(espacepolitique.org)*

Introduction : Pourquoi ce thème du nettoyage ethnique ?

Par rapport à la confrontation entre l'extermination juive et la non information dans la géographie de la population ; comme une thèse négationniste, avec l'occultation des phénomènes violents. Le sujet du « génocide » avait déjà été traité, l'auteur a donc choisi de s'intéresser au « nettoyage ethnique », vu comme des politiques sur des territoires dans les Balkans, l'Europe ou ailleurs dans le monde. L'homogénéisation ethnique par la métaphore du « jardinier » de Z. Baumann illustre d'ailleurs ces propos. Le plan s'articulera en trois parties :

- 1- L'origine d'une expression (la Bosnie Herzégovine)
- 2- La compréhension d'une politique
- 3- La violence de la statogénèse dans les Balkans et en Europe Occidentale

1. Aux origines d'une expression, la Bosnie-Herzégovine (1992-1995)

Le **nettoyage ethnique** est un terme qui a vu le jour pendant le conflit en Bosnie-Herzégovine (1992-1995), et qui est tiré d'un terme serbo-croate. Le **nettoyage prend un sens militaire**, c'est-à-dire enlever toute résistance armée. Dans le cas des Balkans, c'était **le peuplement qui était vécu comme source d'insécurité**, d'où la contraction du terme ethnique avec celui de nettoyage. C'est une vision, un dessein pour le futur en plus d'être une politique. On peut comparer ce terme à celui de **solution finale**, qui est un euphémisme puisque utilisé par ceux qui l'ont mis en œuvre tandis que nettoyage ethnique est utilisé par ceux qui le subissent (registre victimaire). La guerre s'est en effet établie autour de visions géopolitiques de trois pays (Serbie, Bosnie, Croatie) différents. Le facteur déclenchant de la guerre étant le *referendum* du 1^{er} mars 1992, qui fut gagné par les partisans de l'indépendance ; les Serbes ayant, par la même, auto-proclamer leur indépendance.

Fronts et conquêtes

En 1992, le regroupement des Serbes, grâce à leurs propres gangs armés appuyés par l'armée fédérale, leur donne une puissance de feu accrue. Ils conquièrent alors la Bosnie aux deux tiers, qui s'illustre au sein de la communauté internationale par les reportages télévisés (du point de vue français, nous voyions ce conflit d'une extrême complexité). En 1993-1994, un corridor est établi autour de Sarajevo par les Serbes musulmans. Des « *poches de sécurité* » sont formées par l'armée de l'ONU. En novembre 1995, les accords de Dayton mettent un terme au conflit, qui n'apparaît ni positif ni négatif aux vues des conquêtes.

Mais où est le nettoyage ? La sécurité autour du peuplement est gérée de façon originale : ce conflit ne se forme pas autour d'un contrôle de territoire classique, mais par la transformation des peuplements au fur et à mesure de la progression des troupes ; par effet d'engrenage, ce dispositif serbe va être aussi utilisé par les Croates et les Musulmans. C'est l'illustration du conflit de 1991 qui voyait **l'homogénéité comme la sécurité**, où les Serbes de Radovan Karadzic se transforment en nationalistes radicaux. C'est un racisme exacerbé !

3^e Journée d'études Géo'rizon. Les Balkans. Jeudi 20 décembre 2007

Expulsions, tueries, camps

Dans le cas de Bijeljina, en 1992, il s'agit d'un nœud routier et ferroviaire irriguant la Serbie, qui fut la première ville nettoyée. Les milices para-militaires serbes ont tué tout le monde pour faire un exemple, sauf quelques-uns pour qu'ils aillent raconter l'histoire aux villes suivantes. La logique veut que les étudiants et sportifs (correspondant à une pseudo-élite) soient tués, que les autres hommes soient envoyés dans des camps et que les femmes soient systématiquement violées, ce qui n'est pas sans rappeler la logique des Khmers Rouges (cf *Le livre noir sur l'ex-Yougoslavie*, publié par le *Nouvel Observateur*, qui explique comment les chefs politiques étaient visés en premier). Le but est la **fuite des civils** : soit de façon organisée comme ont pu le faire les Serbes sur leurs propres populations avec des convois de tracteurs ou bien de façon anarchique à pied, souvent sans les hommes, déportés ailleurs. Après le conflit et les massacres, les **fosses communes** ont été exhumées sous contrôle de l'O.N.U. pour comptabiliser le nombre de morts, avec l'exemple de Zvornik.



Les **camps sont aussi utilisés** en Bosnie-Herzégovine et ont alerté la communauté internationale dès l'été 1992, avec des photographies publiées dans les grands journaux d'informations américains. Ces images nous renvoient à celles de la deuxième Guerre Mondiale. Ils se trouvent principalement du côté serbe, notamment vers Prijedor et l'on en compte sept autour de Sarajevo. L'O.N.U. prend en compte les « *déplacés* », c'est-à-dire les populations contraintes de migrer au sein d'un même pays ce qui n'est pas le cas de toutes les O.N.G., qui comptabilisent seulement les « *réfugiés* », c'est à dire les populations exilés dans un autre pays. Il faut distingué deux types de camps :

- les **camps de concentration**, selon certains, une invention anglaise lors de la guerre des Boers en Afrique du Sud, en 1901. Mais ils existent probablement depuis le XIX^e siècle, création des

colons états-uniens pour les populations amérindiennes. Ce sont des lieux où l'on enferme les civils et où le taux de létalité est de 25%.

- les **camps d'extermination**, « spécificité » du III^e Reich, sont de véritables abattoirs.

2. La dévastatrice logique de l'homogénéité

Le principe d'**homogénéité** est le ressort principal générant les politiques de nettoyage ethnique afin de rattraper un retard d'adaptation des Etats-nations. Ernest Gellner (1989, *nation et nationalisme*) écrit ainsi que « *le nationalisme est essentiellement un principe politique qui affirme que l'unité politique et l'unité nationale doivent être congruentes* ». C'est un aménagement du territoire volontariste avec des moyens, mais de façon négative.

Les différentes logiques

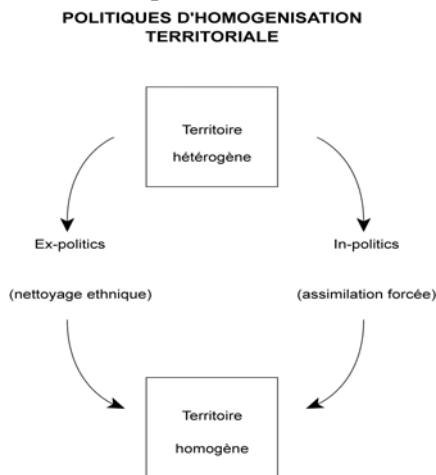
Les puissances occidentales ont eu le temps d'homogénéiser des territoires par différents vecteurs, notamment avec la langue (exemple de la France), entraînant une assimilation. En Europe orientale, on a vu naître des conflits récurrents, se générant les uns les autres dans une spirale de violence : de 1912 à 1913, les guerres balkaniques, en 1925 la guerre d'indépendance en Grèce. Les Balkans étaient perçus comme la première périphérie devant s'adapter à la **norme du centre et de l'Occident**. Ces événements se reflètent dans le livre *Landscaping the human garden* qui montre comment construire une société homogène disciplinée et productive.

Les contraintes de l'Etat-Nation territorialisé

Il s'agit d'une pathologie du nationalisme liée à la logique même de l'Etat-Nation, reposant sur l'espérance de posséder un territoire continu, dépourvu d'enclaves, et avec un accès à la mer. Pour les Serbes, ce

3^e Journée d'études Géo'rizon. Les Balkans. Jeudi 20 décembre 2007

processus d'accès à la mer avait été bloqué par les Autrichiens, et par la suite bridé par le Monténégro. Une population homogène, dépourvue de minorités tels que des groupes allogènes (d'une autre origine), des groupes allophones (d'une autre langue) ou allochtones [néologisme de l'auteur] (d'une autre religion). Or, il faut un territoire normé, selon la logique de l'Etat-Nation, avec pour exemple le Royaume-uni qui a déporté sa population acadienne, car elle était francophone. A l'époque soviétique, « *il faut réformer le peuple pour l'adapter à l'administration* ». **D'un territoire hétérogène, on arrive à un territoire homogène, par**



- les *ex-politics* : nettoyage ethnique de façon brutale ou par conversion car il existe une impossibilité de fusion entre l'Etat et la population.
- les *in-politics* : assimilation forcée en niant la différence et en forçant à l'intégration.

Schéma : S. ROSIERE, 2006.

Une translation est possible entre ces deux formes d'homogénéisation, ce qui a été le cas en Turquie par rapport aux populations Kurdes.

3. Violence de la statogénèse en Europe Orientale

Ce néologisme désigne la formation et la construction des Etats.

La formation des Etats Balkaniques

Les pays des Balkans ont comme point commun d'avoir subi l'influence ottomane. Un changement d'échelle est intéressant puisque de loin, il apparaît une hétérogénéité tandis que de plus près, il n'y a pas de mélange, sauf dans les provinces du Sandjak, de Transylvanie et de Vojvodine.

La convention d'Andrinople (1913)

C'est un mot nouveau pour un fait ancien : il correspond à une ville turque à la frontière, connue sous le nom de Edirne. C'est le premier acte officiel reconnu entre deux Etats (Turquie et Bulgarie) pour tuer une minorité ethnique en vue d'homogénéiser chacun une portion de leur territoire. Ainsi sur une bande de 20 km, on expulse une population en marge pour créer une zone de sécurité entre deux pays rivaux ; l'Europe Centrale et Orientale s'en félicitent et voudront faire de même.

Le traité de Lausanne (1923)

L'expulsion des Grecs pontiques de la Mer Noire, après une tentative de conquête en 1922 d'une portion de la Turquie, entraîne la mort successive de 500 000 Turcs et de 1 million de Grecs.

La solution aux problèmes des minorités après la deuxième Guerre Mondiale

Entre 1944 et 1948, le déplacement de 15 millions de personnes a été ordonné, dont 2 millions de Polonais hors de Russie.

Conclusion

La région des Balkans est une zone traumatisée par les *ex-politics* et le nettoyage ethnique en particulier. Néanmoins, cette logique n'est pas spécifique aux Balkans, mais se retrouve au niveau mondial.

Questions de l'assistance

Y a-t-il un rapport entre les *in-politics* et le droit du sol et les *ex-politics* et le droit du sang ?

A priori il n'y a pas de lien.

Pour qu'il y ait cohésion, faut-il forcément qu'il y ait une homogénéisation de la langue et cela pourrait-il entraîner des conflits au Monténégro ?

Un alphabet différent pourrait en effet être la cause d'un nettoyage ethnique, mais ça n'a pas été le cas jusqu'à présent.

Compte-rendu par Cyril Tamburini, Master 1 Géographie

3^e Journée d'études Géo'rizon. Les Balkans. Jeudi 20 décembre 2007

La journée d'études s'est terminée par un débat entre les quatre conférenciers et avec la salle, non retranscrit ici.

- - -

Pour aller plus loin...

- ✓ BOULINEAU E., 2003 : « Etat, territoires et maillage. La construction de l'Etat bulgare en Europe » et « Sur le chemin de l'intégration européenne : les difficultés de la réforme régionale bulgare », contributions au dossier scientifique *Territoires européens : régions, États, Union*, www.ENS.LSH.fr/geoconfluence/doc/etpays/Europe/EurScient.htm.
- ✓ BOULINEAU E., COUDROY DE LILLE L., REY V., dir., 2004 : *L'élargissement de l'Union européenne : réformes territoriales en Europe centrale et orientale*, Paris, L'Harmattan, 246 p.
- ✓ CATTARUZZA A., 2007 : « Comprendre le référendum d'autodétermination monténégrin de 2006 », *Mappemonde*, Vol. 87, n°3, 19 p.
- ✓ CHAVENEAU E. & CATTARUZZA A., 2007 : « Ni voisins, ni membres. La « périphérisation » des Balkans occidentaux via le processus d'adhésion à l'UE », *L'Espace Politique*, n°2, p. 39-54.
- ✓ HUDON M., 1994 : « Un cas d'actualité : la Yougoslavie », *Mappemonde*, n°1, p. 21-25.
- ✓ ROSIERE S., 2003 : *Géographie politique et géopolitique, une grammaire de l'espace politique*, Ellipses, coll. Université Géographie, 320 p.
- ✓ ROSIERE S., 2004 : *Le nettoyage ethnique. Terreur et peuplement*, Ellipses, coll. Carrefours, 293 p.
- ✓ ROSIERE S., 2005 : « Nettoyage ethnique, violences politiques et peuplement », *Revue de Géographie de l'Est*, Tome XLV, n°1, 8 p.
- ✓ ROUX M., 1997 : *Frontières, territoires et échanges dans les Balkans dans la perspective de l'intégration européenne*, *Revue Territoires en mutation*, n°2, Presses de l'Université Paul-Valéry, 105 p.
- ✓ SANGUIN A.-L., CATTARUZZA A. & CHAVENEAU LE BRUN E., dir., 2005, *L'ex-Yougoslavie dix ans après Dayton. De nouveaux Etats entre déchirements communautaires et intégration européenne*, Paris, L'Harmattan, 263 p.
- ✓ SANGUIN A.-L. & RICHARD Y., dir., 2004 : *L'Europe de l'Est quinze ans après la chute du Mur. Des pays baltes à l'ex-Yougoslavie*, L'Harmattan, série « études culturelles et régionales », 332 p.

- - -

Remerciements aux quatre conférenciers et aux quatre étudiants de Master 1 ayant pris en note les interventions.

- - -

Une manifestation organisée par le Département de Géographie de l'Université de Savoie, avec le soutien de



Rhône-Alpes Région



Responsable scientifique et organisation :

Lionel LASLAZ - 04 79 75 86 87 - lionel.laslaz@univ-savoie.fr